

# Le dossier noir sur M. Pitte, président de l'Université Paris IV

## *Les propositions scandaleuses d'un serviteur zélé du capitalisme*

### SOMMAIRE

#### **Critique du livre « Jeunes, on vous ment »**

1. Un livre indigne d'un universitaire ou tout simplement d'un « *honnête homme* »
2. Quand M. Pitte analyse le mouvement du printemps : de l'incompréhension à l'insulte
3. Les propositions de M. Pitte : l'Université capitalisée
  - 3.1 : M. Pitte se prononce pour la professionnalisation généralisée de l'Université
  - 3.2 : M. Pitte se prononce pour la généralisation de la sélection à l'entrée des cursus
  - 3.3 : Puisque l'Etat n'a plus d'argent, faisons payer les étudiants et acceptons l'argent des entreprises !
  - 3.4 : Transformer le statut des enseignants-chercheurs pour qu'ils servent mieux les intérêts du patronat
4. Pour en finir avec ce sinistre individu

#### **Quand M. Pitte publie dans une revue d'extrême-droite**

#### **Quand M. Pitte se découvre une passion pour les émirs**

#### **Quand M. Pitte pète les plombs : florilège**

# Critique du livre « Jeunes, on vous ment »

## 1. Un livre indigne d'un universitaire ou tout simplement d'un « honnête homme »

**M. Pitte est un vulgaire démagogue doublé d'un faussaire : il travestit les faits, et établit les comparaisons les plus douteuses pour disqualifier ses ennemis et ainsi se mettre en valeur :**

- « *Jeunes, M. Pitte vous ment* » sur le déroulement du mouvement étudiant du printemps, en affirmant (par exemple) que « *La surenchère des revendications est d'ailleurs montée à mesure que le mouvement anti-CPE s'essoufflait* » (p. 38). En effet, dès sa première réunion (à Rennes le 18 février), la coordination nationale étudiante exige le retrait de la LEC, du CNE, et plus de postes d'enseignants. Dès le départ, le mouvement n'est pas « *anti-CPE* ». L'appel de la coordination nationale à poursuivre la grève après le remplacement du CPE n'est donc pas la manifestation d'une « *surenchère des revendications* ».

- Il ment encore quand il affirme que « *Le CPE était aussi anodin que possible, puisqu'il existe des lois comparables en Italie, en Angleterre, en Allemagne* » (p.31). Passons sur la valeur de l'argument « *comme cela existe ailleurs, c'est pas grave* » qui ne fait que révéler l'esprit moutonnier de M. Pitte. En Allemagne, il n'y a aucune loi comparable au CPE. C'est précisément la raison pour laquelle le gouvernement Merkel voulait allonger la période d'essai de 6 mois à 2 ans pour toutes les nouvelles embauches. Mais pour l'instant, ce projet n'a pas été adopté et suscite, comme en France, de vives protestations.

- Il ment encore et toujours quand il écrit : « *il ne peut être question d'augmenter encore la part des prélèvements obligatoires qui représente déjà plus de 45% du PIB* » (p.115). En effet, les prélèvements obligatoires n'ont jamais dépassé 45% du PIB. Ils ont atteint leur pic en 1999 (44,9% du PIB), et ils sont en 2005 de 44,1% du PIB<sup>1</sup>.

- En parlant de ceux qui (au parti socialiste) veulent « *bannir* » l'expression « *égalité des chances* », M. Pitte écrit : « *Non à Pétain, mais oui à Staline et à la résurrection de l'URSS !* » (p.26). Cette comparaison n'a aucun sens, mais a pour unique but d'associer ses contradicteurs à une personnalité repoussoir, afin d'éviter la confrontation des arguments.

- Toujours pour éviter de se donner la peine d'argumenter, M. Pitte assaisonne son texte d'exemples divers censés prouver ses affirmations. Ainsi, quand M. Pitte fait de la publicité pour son excellent boucher de la rue Monge qui n'arrive pas à trouver d'apprentis (p.100-101), le lecteur doit comprendre que M. Pitte a démontré que la cause du chômage est l'inadaptation du système de formation à la demande des entreprises.

**M. Pitte livre ici un travail bâclé et imprécis** – une centaine de pages écrit gros, ce n'est pourtant pas très long à relire -, **qu'un étudiant de 1<sup>ère</sup> année consciencieux n'oserait pas rendre à son enseignant**. Des expressions comme « *il est bien connu que* » foisonne dans un texte qui relève plus du café du commerce que du discours raisonné :

- **M. Pitte multiplie les citations imprécises ou sans référence**. Par exemple, quand M. Pitte évoque l'« *excellent taux d'encadrement moyen d'un professeur pour 11 élèves en 2004-2005* » (p.56), il n'informe pas le lecteur de sa source. Ou alors, quand il nous parle d'une offre d'emploi de technicien au salaire affriolant (p.106-107), sa source est indiscutable puisque M. Pitte nous affirme « *Je dois cette information à Gilles Fumey* » (p.107). N'apprend-on pas à l'université à citer ses sources avec précision ?

- **M. Pitte entretient le flou et les approximations pour faire peur à son lecteur**. Ainsi, il affirme que le montant des dégradations dans les universités, suite au mouvement du printemps, est de « *plusieurs millions d'euros* » (p.40). Or, aucune estimation, à notre connaissance, n'est supérieure à 2 millions. Yannick Vallée, 1<sup>er</sup> vice-président de la Conférence des Présidents d'Université (CPU) – qui n'a aucun intérêt à minimiser les dégâts - estime lui à deux millions d'euros (cf. son interview dans *Le Monde* du 19 avril 2006). Pourquoi faire

<sup>1</sup> *Insee Conjonctures, Informations rapides*, 31 mars 2006, n°106

croire écrire que les dégradations se chiffrent à « *plusieurs millions d'euros* » quand on sait pertinemment qu'elles ne dépassent pas deux millions d'euros ?

Avant de critiquer plus en détails le livre commis par M. Pitte, **nous ne pouvons que nous inquiéter qu'un tel individu aussi peu scrupuleux puisse représenter une université aussi prestigieuse que la Sorbonne. Démagogue et faussaire, M. Pitte nous livre une logorrhée néo-libérale, mâtinée de poujadisme, d'une platitude et d'une médiocrité inouïes.** M. Pitte, à la quête d'une gloire médiatique, utilise l'aura de sa fonction pour donner du crédit aux idées les plus vulgaires et mercantiles. Censé être le représentant de la « *communauté universitaire* » de la Sorbonne, c'est-à-dire de ses étudiants, enseignants, et personnels IATOS, M. Pitte nous fait honte et ne nous inspire que du dégoût, en piétinant les valeurs humanistes et critiques de l'Université.

## **2. Quand M. Pitte analyse le mouvement du printemps : de l'incompréhension à l'insulte**

Comme M. Chirac lors de son débat télévisé avec des « *jeunes* » pourtant triés sur le volet, M. Pitte est totalement à côté de la plaque. **Pour lui, les jeunes qui ont participé au mouvement social du printemps ne sont pas ses égaux, capables de réflexion et d'esprit critique.** Pour les qualifier, M. Pitte a d'ailleurs recours au vocabulaire médical, infantilisant, ou animalier : « *CPE : deux ans, ce n'est pas l'éternité, mais une telle mesure a fait naître une peur irrationnelle* » (p.13), « *criailleries estudiantines* » (p.34), « *vide abyssal de la pensée* » (p.34), « *crise de nerfs* » (p.37 et p.48).

**Pourquoi donc ces étudiants ne comprennent-ils donc rien ?** M. Pitte ne se l'explique pas et en reste « *pantois* » (p.37), s'énervant jusqu'au point d'avoir « *honte de mon [son] pays* » (p.36). Diantre ! Pourquoi ces étudiants ne comprennent-ils pas ce qu'exprime si justement cet étudiant canadien si lucide : « *Si je fais mon job, je ne vois pas pourquoi mon employeur me virerait. C'est un fantasme, cette idée* » (p.27-28) ? **Pourquoi ces étudiants ne comprennent-ils pas que la liberté de se faire licencier constitue la vraie aventure de leur vie ?** (« *Ils ont vingt ans à l'état civil et soixante dans leur tête ; leur sécurité et leur retraite leur importent plus que l'aventure de leur vie* » [p. 32]).

**Pourtant, le monde de M. Pitte est simple à comprendre :** la lutte de classes n'existe pas, les salariés et les patrons n'ont pas d'intérêts contradictoires, la flexibilité crée l'emploi<sup>2</sup>, les patrons sont brimés (M. Pitte parle de « *l'extrême difficulté de licencier un salarié en France* » [p.12] alors que cela fait des années qu'on assouplit les procédures de licenciement : cf. par l'exemple la suppression de l'autorisation administrative de licenciement au début des années 80). Malheureusement, les méchants staliniens nous gouvernent et empêchent l'avènement du paradis néolibéral par leur archaïsme. Et d'ailleurs, peut-on faire confiance aux enseignants chercheurs qui « *vivent dans les nuages de la recherche et désintéressée* » (p.109) pour faire comprendre le monde aux étudiants ? Des professionnels mandatés par M<sup>me</sup> Parisot ne seraient-ils pas plus « *compétents* » pour diffuser la vision du monde de M. Pitte auprès des étudiants ?

Sur le déroulement du mouvement du printemps, M. Pitte veut se démarquer de ces collègues décidément trop naïfs : « *Comment un certain nombre d'étudiants, de professeurs et de présidents naïfs ont-ils pu croire à la spontanéité et à la légitimité des assemblées générales, ou penser, ce qui revient au même, qu'il est possible de les raisonner et d'obtenir d'elles des votes de sagesse ou, tout simplement, des votes démocratiques ?* » (25). **M. Pitte nous livre sa conception de la démocratie : une AG légitime et démocratique est une AG que l'on peut « raisonner », c'est-à-dire une AG qui vote ce que M. Pitte veut qu'elle vote.** Notons d'ailleurs que cette conception un tantinet autocentrée de la démocratie – que l'on retrouve au Conseil d'administration de Paris IV – est partagée par les bureaucrates de l'UNEF.

**Au moins M. Pitte fait-il preuve de lucidité quand il reconnaît (pour s'en offusquer) que la FSE ne partage pas cette conception de la démocratie,** citant un passage de la charte de la FSE (p.24) qui montre que la FSE cherche à développer l'auto-organisation des étudiants, reconnaît la légitimité des AG, même quand elle n'est pas d'accord avec les décisions qui en ressortent. Nous sommes d'ailleurs honorés d'être considérés par cet individu comme ses pires ennemis, et nous informons M. Pitte que le passage de l'appel de la coordination

---

<sup>2</sup> « toute mesure destinée à favoriser la flexibilité et donc l'emploi est considérée par l'opinion comme une honteuse manière de favoriser la flexibilité et donc l'emploi est considérée par l'opinion comme une honteuse manière de favoriser les entreprises » (p.12). On appréciera le « donc » qui tient lieu de démonstration.

nationale du 16 avril qu'il cite comme le comble de l'horreur (« *Nous exigeons des garanties sur le déroulement des examens de fin d'année. Nous dénonçons le chantage aux examens et l'accord illégitime entre l'UNEF et la conférence des présidents d'université pour le report des examens après le rattrapage quasi-intégral des cours. Le calendrier universitaire doit être maintenu quoi qu'il arrive. Ce n'est pas la grève qui dévalorise nos diplômes, c'est la réforme LMD qu'il faut abroger* » [p. 22]) est une motion qui a été proposée (et votée) par la FSE à l'AG de Tolbiac (Paris I) jeudi 13 avril, et qui a été reprise par la coordination nationale le week-end suivant.

Puisque M. Pitte ne comprend pas le mot « grève » pour un étudiant (« *le mot 'grève' n'a aucun sens réel. S'il ne veut pas aller en cours, il n'y va pas et le seul risque qu'il prend est celui d'échouer à ses examens et de ne pas obtenir de diplôme* » [p. 21]), nous allons lui expliquer. **La grève est pour nous une décision collective prise en Assemblée générale : elle consiste en l'interruption des cours, à la mise en place de piquets de grève pour empêcher la tenue des cours** (afin de faire respecter la décision démocratique et majoritaire de l'AG), **afin de permettre la mobilisation des étudiants et ainsi l'instauration d'un rapport de force pour gagner sur des revendications**. Voter la grève et laisser se tenir les cours, c'est se tirer une balle dans les pieds, et laisser les étudiants atomisés face aux pressions qui s'exercent sur eux (retards pris dans les cours par rapport aux non grévistes, coupures des bourses, etc.). **La grève n'est pas un acte sacrificiel et individuel, mais un moyen d'action collectif qui cherche l'efficacité maximale.**

M. Pitte situe le mouvement du printemps à la suite de 1789, 1830, 1848, 1871, 1968, autant de témoignages de l'« *attitude infantile* » (p.34) des français, et de leurs plus grands « *travers* » : « *la révolte plutôt que la réforme, l'invective plutôt que l'argument, la division plutôt que l'unité* » (p.34). **M. Pitte ne le cache pas : c'est un contre-révolutionnaire qui prône l'unité derrière la classe dominante.** C'est un adepte de la rupture, mais façon Sarkozy : la rupture avec toutes les conquêtes qu'ont pu arracher les travailleurs, afin de rétablir le règne absolu et sans partage de la classe dominante. **M. Pitte est un ennemi de classe.**

### **3. Les propositions de M. Pitte : l'Université capitalisée**

**N'en déplaise à M. Pitte, ses propositions sont dans l'air du temps.** On les retrouve en grande partie dans les « *synthèses* » des débats organisés dans chaque académie sur le thème « *Université / Emploi* ». Elles s'inscrivent, en la radicalisant, dans la logique des réformes qui se sont succédées depuis des années : renforcer l'autonomie des universités pour qu'elles répondent de façon plus satisfaisante aux besoins du patronat. **Le but est de restructurer l'Université pour en faire l'Université du capital, qui produit des capitaux humains, tout en liquidant (pour le plus grand nombre) l'héritage humaniste désormais trop encombrant et coûteux.**

#### **3.1 : M. Pitte se prononce pour la professionnalisation généralisée de l'Université**

**M. Pitte en est convaincu : le chômage de masse est due à l'inadaptation de notre système de formation, incapable de fournir la main d'œuvre demandée par les patrons.** Pour preuve, son boucher favori n'arrive pas à trouver d'apprenti (p.100-101), on manquerait de charpentiers (« *En témoigne cet unique candidat pour quinze places ouvertes en charpenterie au lycée technique de Mâcon, alors que mille étudiants se pressent en psychologie à l'Université de Dijon* » [66]). M. Pitte devrait pourtant savoir qu'une série d'exemples ne constitue une preuve. **Faire croire qu'une réforme du système de formation ferait baisser significativement le chômage est un non-sens réfuté par la seule statistique suivante : « on estime à 10% à peine du nombre de chômeurs les offres d'emplis non satisfaites pour cause de formation inadéquate »<sup>3</sup>.**

Pour améliorer l'insertion des jeunes sur le marché du travail, et donc selon lui faire baisser le chômage, M. Pitte pense qu'il faudrait professionnaliser les cursus et donc renforcer les liens entre les universités et les entreprises : « *Améliorer l'insertion professionnelle des diplômés passe par le renforcement des liens entre les universités et les entreprises* » (p.108-109). Alors que le chômage n'a cessé de monter pendant que l'enseignement supérieur se professionnalisait toujours plus, des idéologues de la bourgeoisie comme M. Pitte persiste à affirmer que la professionnalisation est une solution au chômage !

<sup>3</sup> Samuel Johsua, *L'Ecole entre crise et refondation*, 1999, p. 25

En fait, **la professionnalisation n'améliore pas globalement l'insertion professionnelle mais est une politique de classe qui sert les intérêts de la bourgeoisie et dessert les intérêts des travailleurs. La professionnalisation des études est la transmission de savoirs professionnels** (connaissances liées à un poste de travail) **et l'inculcation de savoir-être** (attitudes exigées pour la mise en valeur du travail subordonné). **Elle implique l'ouverture de l'Université et sa dépendance vis-à-vis de la sphère économique qui détermine ce qui doit être transmis à l'Université.** Elle passe par le renforcement des stages dans les cursus<sup>4</sup> ou encore l'intervention de « *professionnels* » à tous les niveaux (lors de la création des cursus, pendant la formation par des « *enseignements* » délivrés par des professionnels, par la participation des professionnels à l'évaluation des formations). **On comprend pourquoi les patrons sont pour la professionnalisation des cursus : ils n'ont plus à financer la formation professionnelle** (prise en charge par les deniers publics) **et les cursus sont remodelés en fonction de leurs exigences** (mettant sur la touche les enseignements « *inutiles* » permettant de développer l'esprit critique)

M. Pitte a un critère simple pour juger de la valeur d'une formation : « *Le seul critère devrait être le taux d'insertion professionnelle, ainsi qu'une hiérarchie des fonctions et des revenus correspondant à la durée des études* » (p.45-46). **Le fric est donc l'étalon et le juge de paix : la transmission des connaissances est conditionnée à sa rentabilité économique. La « communauté universitaire » de la Sorbonne sait à quoi s'en tenir : pour M. Pitte, la Sorbonne est une prostituée, et son président est un souteneur qui s'assume comme tel.**

Et si les étudiants ont l'outrecuidance de vouloir se diriger vers des filières « *non rentables* », il faut les en dissuader, en diffusant partout la culture du fric, en exhibant partout les salaires affriolants (si besoin en les trafiquant) des formations professionnalisées.

**Mais il faut agir dès le plus jeune âge, en remplaçant les conseillers d'orientations par des « professionnels des ressources humaines » (p.96) ou par des « jeunes retraités » (p.96)** qui se chargeront de déniaiser les jeunes idéalistes, et de les orienter, « *de leur plein gré* », vers les filières rentables (pour le patronat), de les convaincre que « *travailler dans le bâtiment, l'hôtellerie, la restauration peut aussi être magnifique* » (p.103) et que l'argent est la valeur suprême : « *La plomberie ou l'électricité n'ont pas leurs divas, mais il est très connu que ces professions rapportent pas mal d'argent* » (p.102)

### **3.2 : M. Pitte se prononce pour la généralisation de la sélection à l'entrée des cursus**

M. Pitte est un sentimental. Et oui ! La nostalgie le gagne, quand il évoque le bon vieux temps, « *le temps de la méritocratie et de l'ascenseur social* » malheureusement « *en voie de disparition* » (p.43) où la majorité des enfants d'origine modeste devaient travailler très tôt, et où « *seuls les meilleurs se voyaient proposer des bourses afin de poursuivre leurs études vers le secondaire* » (p.43). **Un temps béni où l'énorme majorité des enfants des classes populaires stoppaient leurs études à 14 ans et entraient en apprentissage.**

Même si son ami Sarkozy a rétabli l'apprentissage dès 14 ans, M. Pitte est conscient qu'on ne pourra faire renaître le bon vieux temps. Les besoins du patronat évoluent. Et M. Pitte se charge de les exprimer : il faut développer les « *formations professionnelles plus courtes* » (p.100), « *le plus souvent en alternance et en apprentissage* » (p.100). Mais bien sur, pour faire bonne mesure, on assurera la promotion sociale d'une poignée d'enfants des classes populaires (*via* par exemple le dispositif ZEP de Sciences-Pô), alors que la majorité d'entre eux seront privés de formation générale (théorique et pratique) et livrés au patronat.

Comment faire pour orienter plus d'étudiants vers les filières professionnelles plus courtes ? Comment faire pour que plus d'étudiants quittent l'université une fois la licence obtenue ? Le bourrage de crâne est bien sur préférable, mais M. Pitte est bien conscient que cela ne suffira pas : « *L'orientation intelligente et positive peut fonctionner par la persuasion, mais elle a aussi besoin du coup de pouce d'un numerus clausus non fondé sur le principe des premiers inscrits, mais sur celui des débouchés possibles et des chances de réussite des étudiants acceptés* » (p.95). Et M. Pitte n'y va pas de main morte, **il s'agit de diviser les effectifs universitaires par deux** : « *Si l'on autorisait les universités à choisir leurs étudiants, tout en s'engageant à les insérer dans la vie professionnelle quelques années plus tard, leurs effectifs devraient diminuer de moitié* » (p.94-95). **Et**

---

<sup>4</sup> Il prône « l'inclusion dans tous les cursus de stages en entreprise accompagnés par un tuteur et un enseignant, sanctionnés par un rapport noté » (p.109)

**d'invoquer le sacro-saint principe d'autonomie pour justifier la sélection :** « *La première des autonomies est de pouvoir choisir ses étudiants* » (p.105).

Si M. Pitte prône une sélection brutale et précoce, il ne fait que radicaliser la position de la CPU (conférence des présidents d'université). Dans la logique du LMD - pourquoi sélectionner à l'entrée de la 2<sup>ème</sup> année de master alors que la 1<sup>ère</sup> année de master ne débouche sur aucun diplôme reconnu sur le marché du travail ? -, **la CPU propose de mettre en place une sélection dès l'entrée du master** (cf. sur le site de la CPU : <http://www.cpu.fr/Telecharger/Publi/TexteAccesMaster.pdf>).

### **3.3 : Puisque l'Etat n'a plus d'argent, faisons payer les étudiants et acceptons l'argent des entreprises !**

En bon poujadiste, M. Pitte juge la pression fiscale insupportable. « *Compte tenu de la pression fiscale française* » (p.57), l'Etat ne peut financer davantage les universités : « *il ne peut être question d'augmenter encore la part des prélèvements obligatoires qui représente déjà plus de 45% du PIB* » (p.115). M. Pitte n'est pas à un mensonge près (cf. ci-dessus à propos du mensonge sur le 45%), la fin justifiant les moyens.

**M. Pitte justifie donc le désengagement financier de l'Etat**, et propose que les dotations de l'Etat « *soient proportionnelles au taux d'insertion professionnelle des étudiants plutôt qu'à leur nombre* » (p.123). Par la pression du porte-monnaie, on forcerait les universités à supprimer les filières « *non rentables* » au profit de filières correspondant aux besoins à court terme du patronat (mais pas aux besoins à long terme des étudiants). En outre, le financement en fonction du nombre d'étudiants a l'immense tort de ne pas encourager les présidents d'université à limiter leur nombre d'étudiants.

**Puisque l'Etat ne peut davantage, il faut donc se tourner vers les entreprises et les étudiants :** « *Les autres sources de financement sont donc à rechercher du côté des entreprises et des usagers. Qui dit entreprises dit mécénat ou privatisation* » (p.116). **Bien sur, les entreprises qui financeront directement les universités ne feront pas par « générosité »** (p.116) comme voudrait nous le faire croire M. Pitte. La privatisation de l'université est d'ailleurs en marche : à Toulouse I, une chaire « *Pernod-Ricard* » de « *Politique de la concurrence* » a été créée dans le cadre l'école doctorale « *Midi-Pyrénées Sciences économiques* ». Pernod-Ricard s'engage à verser 15 000 € par an avec en contrepartie le bénéfice des résultats des recherches dans un domaine qui l'intéresse particulièrement (et en prime quelques stagiaires surexploités).

L'autre source de financement se trouve bien évidemment chez les étudiants : « **L'élévation des droits d'inscription est une décision que l'on ne pourra plus longtemps différer** » (p.117). L'augmentation des frais d'inscription aurait également une autre « *vertu* » : éliminer les étudiants fantômes qui veulent bénéficier de la Sécurité sociale (les salauds !). On fera remarquer à M. Pitte que les droits d'inscription augmentent déjà fortement (+11% au niveau licence entre 2003 et 2005, et +41% au niveau master entre 2003 et 2005), la hausse étant d'ailleurs plus forte après la licence, comme si l'on voulait décourager les étudiants de poursuivre trop longtemps leurs études ; mais cela ne saurait satisfaire M. Pitte qui plaide visiblement pour une explosion de ceux-ci.

Accordons au moins à M. Pitte le mérite de la franchise quand il explique que le développement de l'autonomie des universités (« *établissements autonomes dans leur fonctionnement et leur financement* » [p.49]) est incompatible avec le « *service public de l'enseignement supérieur* » (p.50). **La mise en concurrence d'universités-entreprises autonomes qui se font concurrence est en effet contraire au service public.**

**L'augmentation des frais d'inscription est-elle compatible avec l'idéal de M. Pitte – le seul possible dans un pays civilisé nous dit-il<sup>5</sup> -, à savoir la fameuse et fumeuse « égalité des chances » ?** Affirmatif nous répond M. Pitte. D'ailleurs, M. Pitte nous apprend que la « *quasi-gratuité* » (sic) est un piège pour les pauvres : « *L'opinion la plus courante veut que la quasi-gratuité (150 € annuels<sup>6</sup>) soit le seul moyen de permettre l'accès à l'enseignement supérieur des étudiants pauvres. Rien n'est plus faux car ceux-ci éprouvent bien des difficultés à se loger, à se nourrir, à vivre dans des conditions décentes* » (p.119-120)

---

<sup>5</sup> « *Dans un pays civilisé et réellement démocratique, seule l'égalité des chances constitue un idéal* » (p.44)

□ 150 € est pour le moins une approximation tendancieuse : en 2005, les frais d'inscription étaient de 156 € en licence, de 199 € en master, et de 305 € en doctorat.

Le « *raisonnement* » est surréaliste : sous prétexte que les étudiants pauvres ont déjà beaucoup de difficultés dans leur vie quotidienne, la faiblesse (relative) des frais d'inscription leur serait préjudiciable ! Mais qu'on ne s'y trompe pas, M. Pitte a du cœur : il est pour l'attribution des bourses, à condition que celles-ci ne soient pas exclusivement sur critères sociaux, ce qui serait selon lui « *particulièrement démagogique* » (p.120). Une partie des bourses devra provenir « *du mécénat mais aussi des établissements eux-mêmes* » (p.122). Alors que Sarkozy veut choisir les immigrés, **M. Pitte veut choisir les étudiants pauvres qui méritent de faire des études (via les bourses des établissements). Il veut aussi réserver ce droit aux patrons** qui auront forcément leur mot à dire pour les bourses provenant de leur « *bon cœur* » (mécénat).

Le bon cœur de M. Pitte a ses limites : **les pauvres qui veulent faire des études devront avant tout se salarier**. M. Pitte propose d'encourager et de développer le travail salarié des étudiants : celui-ci devrait être « *facilité par diverses facilités (sic) fiscales accordées tant aux employeurs qu'aux employés* » (p.122). Alors que plusieurs études expliquent (ce qu'on conçoit aisément) que les étudiants qui travaillent à côté voient leur taux de réussite diminuer - « *une activité rémunérée, coupée des études, pratiquées de façon régulière et exercée au moins à mi-temps accroît fortement les risques d'échec* »<sup>7</sup> - M. Pitte ne voit pas la contradiction avec son idéal d'« *égalité des chances* » ...

### **3.4 : Transformer le statut des enseignants-chercheurs pour qu'ils servent mieux les intérêts du patronat**

La capitalisation de l'Université – sa transformation structurelle au service exclusif du capital – exige de changer le statut des enseignants-chercheurs, trop rigide, c'est-à-dire trop protecteur par rapport aux pressions qui doivent s'exercer sur eux dans l'Université capitalisée.

**Le statut de fonctionnaire à vie est la principale anomalie qu'il faut supprimer** : « *Le problème est le recrutement à vie de ces jeunes enseignants-chercheurs* » (p.82) ; « *Il n'est plus admissible de recruter des chercheurs en sciences humaines autour de trente ans en espérant qu'ils demeureront efficaces et productifs pendant trente-cinq ans, sans avoir vécu la moindre mobilité, ni une réelle évaluation* » (p.84). Pour que les enseignants-chercheurs soient « *efficaces* », c'est-à-dire pour qu'ils soient à l'écoute des besoins patronaux, **ils ne doivent pas bénéficier d'un statut qui leur permet de décider eux-mêmes de l'orientation de leur recherche**. Ce statut fait que les enseignants chercheurs « *vivent dans les nuages de la recherche et désintéressée* » (p.109), oubliant ainsi le « *monde réel* » (p. 86), c'est-à-dire, pour M. Pitte, le monde patronal. **Une bonne recherche est pour M. Pitte une recherche ordonnée (et contrôlée dans sa mise en oeuvre) par un patron pour augmenter son taux de profit**. Pour cela, il faut en finir avec ce statut archaïque.

Concrètement, M. Pitte propose de s'inspirer du modèle Hambourgeois : « *A Hambourg, parmi les mesures mises en œuvre, figure ainsi la faculté pour le président et le doyen de choisir leurs enseignants et de fixer leurs salaires. Que de chemin à parcourir sous le ciel de France* » (p.121-122). **M. Pitte est frustré. Il veut devenir un super-manager de la bourgeoisie qui sélectionne et dirige ses employés (les enseignants) et qui fabrique le meilleur produit (les étudiants) pour le compte de ses chefs (les patrons)**. M. Pitte fulmine ainsi contre tous les méchants staliniens qui empêchent la réalisation totale de son rêve.

Pour s'assurer de la loyauté des enseignants, M. Pitte propose en outre de faire intervenir directement les représentants du patronat dans les universités : dans la gestion au quotidien des universités, en créant un poste de président du conseil de surveillance qui leur serait dévolu (cf. p.125) ; et aussi dans la sélection des enseignants du secondaire - « *Il faudrait simplement inclure dans les jurys une bonne dose de représentants du monde réel, cadres de grandes entreprises ou de PME, par exemple* » (p.86). **Rien ne doit être laissé au hasard : dans la nouvelle « économie de la connaissance », le métier d'enseignant est trop important pour ne pas être mis sous contrôle**.

## **4. Pour en finir avec ce sinistre individu**

**M. Pitte n'est pas un « accident » de l'Histoire. Le personnage, d'une vulgarité et d'une médiocrité consternantes, exprime le projet patronal de capitalisation de l'Université**. Au Conseil d'administration de Paris IV, il règne grâce au soutien des petits bureaucrates du syndicalisme cogestionnaire qui, derrière leur

<sup>7</sup> Louis Gruel, *OVE infos* n°2, 2002

phraséologie faussement « *humaniste* » et leurs réels petits intérêts matériels et symboliques, accompagnent avec rondeur la politique de M. Pitte.

**L'opposition théâtralisée entre M. Pitte et l'UNEF n'est que spectacle et illusions, et ne sert qu'à masquer leur « diagnostic partagé » : l'Université doit être capitalisée, professionnalisée, détruite comme institution autonome et pénétrée de toutes parts par la logique de valorisation du capital.** Dans le cadre de la Commission « *Université / Emploi* » lancée le 25 avril à la Sorbonne par Villepin sous forte protection policière, les grands débats académiques ont démontré que les « *partenaires sociaux* » étaient effectivement des « *partenaires* » qui servaient les intérêts de la même classe. Les propositions qui émanent de ces débats consensuels vont exactement dans le même sens – de façon légèrement édulcorée – que les propositions contenues dans le « *livre* » de M. Pitte.

**Le mouvement du printemps a ébréché le dispositif spectaculaire et routinier du pouvoir qui compte avant tout sur notre passivité.** Dans les AG tant honnies par M. Pitte, les bureaucrates ont bien souvent été démasqués. Réduits au silence là où s'auto-organisait la lutte, ceux-ci ont déversé unilatéralement leur communication mensongère dans les médias. Ils ont réussi à faire refluer la lutte, avant qu'elle n'aille trop loin, c'est-à-dire qu'elle remette en cause les fondements du capitalisme et donc de leur privilèges.

**Nous devons nous appuyer sur le mouvement du printemps pour développer notre auto-organisation. Prolonger les comités de lutte dans la construction d'un nouveau syndicat de lutte, pour combattre l'Université capitalisée et sa morale répugnante.** A M. Pitte qui prône « *l'éducation des immigrants, adultes et jeunes, à la culture française, au civisme républicain, et à la laïcité* » pour éviter la « *guerre civile* » (p. 113-114), nous lui répondons qu'il n'y aura pas de pacification, que nous combattons sans relâche les idéologues de la bourgeoisie prêts à attiser le racisme pour diviser les travailleurs et empêcher leur union. Parce que notre union consciente signifie leur perte, ils sont prêts à tout. Soyons aussi déterminés qu'eux, et unissons nous pour détruire ce système capitaliste inhumain qui veut détruire tous les oasis de liberté.

## Quand M. Pitte publie dans une revue d'extrême-droite

M. Pitte, connu pour ses provocations et ses idées réactionnaires, a franchi un nouveau cap, en publiant un article sur l'Université dans le numéro de la « *Nouvelle Revue d'Histoire* » sur l'Ecole.

### Qu'est ce que la « Nouvelle Revue d'Histoire » (NRH) ?

*Cette revue a été condamnée par la Cour d'Appel de Paris le 17 mai 2006 à ne pas utiliser ce nom et à payer une amende de 45 000€.*

On pourrait penser à une revue scientifique parmi d'autres. Et pourtant ... une rapide recherche sur *Internet* nous révèle la nature de cette revue.

Sur le site <http://www.thucydide.com/actualites/medias/presse.htm>, on peut lire : « *Ce bimestriel d'"histoire" est en réalité un magazine nationaliste, très proche des idées d'extrême-droite. Ce qui nous a permis de nous rendre compte de la chose ? La présence de quelques termes, quelques mots, fréquemment employés dans les milieux d'extrême-droite; Ainsi, concernant le nouvel ouvrage de Marc Ferro, "Le livre noir du colonialisme", le critique utilise le terme de "pavé indigeste", puis continue ainsi : "Si la colonisation a tant exterminé, on se demande d'où viennent tous les excédents démographiques (sic) qui rappliquent chaque jour (re-sic) vers nos contrées". Qu'en termes poétiques ces choses-là sont dites !*

*A la lecture de ce magazine, un goût amer demeure, celui de parcourir un tract abject d'extrême-droite. Donc, pour celles et ceux qui aiment l'Histoire, cette revue est à éviter ! »*

Ou encore sur le site de Ras le Front ([http://www.rasfront.org/archives/93\\_03.html](http://www.rasfront.org/archives/93_03.html)), une association de lutte contre l'extrême-droite :

*« La direction du magazine est assurée par Dominique Venner, personnage au lourd passé d'activiste puisqu'il sévissait déjà avec Pierre Sidos en 1958 comme secrétaire général du Parti nationaliste. Il a été ensuite*

*l'instigateur, avec Jean Mabire, auteur de plusieurs livres faisant l'éloge des forces militaires en général et de celles du troisième Reich plus particulièrement, de la revue Europe-Action. Auteur de Pour une critique positive, on lui reconnaît depuis cette période la qualité de théoricien du renouveau fasciste en France et d'inspirateur de la Nouvelle Droite. Nous le retrouvons au Grece avec Alain de Benoist, Jean-Claude Valla et Mabire. F.-G. Dreyfus est animateur à Radio-Courtoisie, il a participé aux travaux du Club de l'horloge. Lugan est un proche du Front national. Il est le très contesté « africaniste » de Lyon III. Parmi les collaborateurs occasionnels, nous retrouvons Pascal Cauchon, ancien d'Ordre nouveau, ancien président du Parti des forces nouvelles, un temps rival du FN. De tels trajets politiques ne peuvent être indifférents et le fait que les participants ne les présentent pas, manifeste une volonté évidente de dissimulation et de tromperie.*

*Parallèlement aux revues et aux livres de maisons d'édition notables, la NRH promeut des parutions telles qu'Aspect de la France ou des éditeurs comme l'Age d'homme. Akribeia, dont le gérant Jean Plantin a été récemment condamné à la prison ferme pour ses activités d'éditeur révisoniste, ou les Cahiers libres d'histoire de la librairie fascisante parisienne l'Encre et les éditions du Labyrinthe du Grece. Ce rapide panorama laisse deviner l'orientation idéologique de la revue. Le caractère scientifique derrière lequel se dissimule le magazine est largement ruiné. Dans ses pages, la vérité en histoire devient un élément très relatif, « une donnée subjective », la scientificité ne s'imposant plus nécessairement à l'historien car « bien souvent, la question essentielle n'est pas... comment signifier... mais... que signifier » (N. Multeau, NRH n°2) »*

*« La NRH perd, enfin, toute crédibilité lorsqu'elle intègre le plus sérieusement du monde dans une chronologie des Européens, comme origine d'une supposée « race européenne » les Hyberboréens, « géniteurs des cultures européennes » (« Chronologie des Européens », NRH n°1) et l'Atlantide. Hypothèse farfelue s'il en est, cette sinistre proposition a déjà été émise par les théoriciens nazis qui voyaient dans ce peuple légendaire l'origine des Aryens.*

*La lecture des différents numéros nous édifie sur le parti pris idéologique des responsables de la revue. Le traitement auquel est soumise l'histoire et le fait qu'ils dissimulent sous des dehors anodins une entreprise de falsification des événements dont la cible est un très large public, **fait de cette revue un outil de désinformation et de propagande insidieuse au service des extrêmes droites.** »*

Nous nous sommes procurés le numéro de la NRH sur l'Ecole (septembre-octobre 2006). On y trouve des publicités de livres tels que : « *Le génocide franco français* » par Reynald Secher (qui assimile la 1<sup>ère</sup> République à un totalitarisme), la biographie de Dana Mosley présentée comme « *une autre Lady Di* » et qui n'était autre que l'amie d'Hitler...ou encore « *Les deux étendards* » de Lucien Rebatet, maurassien converti au fascisme.

### **Les amis de Monsieur Pitte**

Un petit tour sur *Internet* nous renseigne sur les amis de Pitte : ils se recrutent essentiellement à l'extrême droite de l'échiquier politique.

Quelques exemples :

[http://synthesenationale.hautetfort.com/archive/2006/09/09/le-n\\_26-de-la-nrh-est-en-kiosques.html](http://synthesenationale.hautetfort.com/archive/2006/09/09/le-n_26-de-la-nrh-est-en-kiosques.html)

<http://leconservateur.bafweb.com/index.php?2006/09/05/123-jean-robert-pitte-il-faut-retablir-la-selection-a-l-universite>

On peut y lire : « *Toujours dans la NRH, une interview de Jean Robert Pitte, président de la Sorbonne devenu emblématique dans l'affaire du CPE - puisqu'il était resté à son poste alors des centaines de voyous, drogués, ou vandales, mais aussi quelques étudiants téléguidés par l'extrême gauche occupaient et saccageaient la Sorbonne* »

*« Suivons Jean-Robert Pitte dans son raisonnement : la sélection fait partie de la vie. Elle est partout, mais s'arrêterait comme par miracle aux portes de l'université. En conséquence, "même en première année d'université, les profs sont obligés de faire de la discipline en permanence". Ajoutez à cela le sureffectif, et vous obtenez la catastrophe actuelle »*

Notons cette citation de M. Pitte : « *A mon sens, la France a perdu sa boussole après la défaite de 1940, les guerres coloniales perdues, la guerre d'Algérie, Mai 68. Toutes ces crises ont fait douter notre pays de lui-même et de ses valeurs. Celles d'aujourd'hui se réduisent au "politiquement correct", compassion médiatique, solidarité en paroles, vague générosité.* »

<http://cat.novopress.info/novo-print.php?p=676>

[http://voxxgalliae.blogspot.com/2006\\_04\\_02\\_voxxgalliae\\_archive.html](http://voxxgalliae.blogspot.com/2006_04_02_voxxgalliae_archive.html)

Sur ce blog, M. Pitte est attendu comme le leader charismatique que les extrémistes de droite attendaient : « *Courage, Monsieur Pitte ! Partout, des patriotes sortent de l'ombre et s'appêtent à relever la France !* »

### **L'interview de Monsieur Pitte**

L'interview de M.Pitte a pour but de dresser son portrait : « *géographe de Formation, gestionnaire par vocation* », il est présenté comme un gestionnaire de marché : « *pour moi, être universitaire ce n'est pas rester devant ses livres ou avec les étudiants, mais participer à la gouvernance universitaire, à sa gestion* »

Selon M.Pitte, « *la France a perdu sa boussole après la défaite de 1940, les guerres coloniales perdues, la guerre d'Algérie, Mai 68. Toutes ces crises ont fait douter notre pays de lui-même et de ses valeurs* ». Ah le bon des temps des colonies quand notre pays avait encore quelques valeurs estimables !

M. Pitte nous livre un argument choc en faveur de la sélection à l'entrée de la fac : « *il faudrait faire passer un examen à l'entrée des universités. Il n'y a pas de manifestations dans les rues contre le concours de Miss France, les féministes n'osent même pas venir siffler Mme de Fontenay, son organisatrice* ».

Enfin, M. Pitte, tout en finesse, nous livre cette justification naturaliste de la hiérarchie : « *la hiérarchie existe tant dans le monde animal que végétal ou humain* ».

M. Pitte a tout à fait sa place dans cette revue d'extrême-droite. Il serait inquiétant de considérer qu'il est tout à fait à sa place à la présidence de l'Université de la Sorbonne.

## **Quand M. Pitte se découvre une passion pour les émirs**

Voilà ce qu'on peut trouver sur le site officiel de l'université Paris IV, dans la rubrique « *Au sujet des Emirats arabes unis* » ([http://www.paris-sorbonne-abudhabi.ae/French/about\\_uae.htm](http://www.paris-sorbonne-abudhabi.ae/French/about_uae.htm))

« Les Emirats Arabes Unis sont une nation moderne et progressiste dans le Golfe »

« Sous la conduite avisée et visionnaire de son Père Fondateur, le défunt Président Cheikh Zayed bin Sultan Al Nahyan, ils sont devenus une puissance économique prospère et stable, internationalement reconnue, une nation de paix et de progrès. »

« Les EAU sont un pays ouvert et cosmopolite »

« Ils jouissent d'une longue tradition de tolérance et d'ouverture à la diversité culturelle »

Comment une Université peut-elle oser écrire de telles contrevérités, qui relèvent de la propagande la plus grossière ?

Comment peut-on parler de nation progressiste quand on se remémore (par exemple) l'affaire de l'employé de maison condamnée à la flagellation ? Sur le site <http://blog.france3.fr/droitshumains/index.php/2005/10/25/10035-emirats-arabes-unis-une-employee-de-maison-condamnee-a-flagellation> on peut y lire: « *Dans l'Émirat de Ras al Khaimah, un*

*tribunal appliquant la charia (loi islamique) a condamné une femme travaillant comme employée de maison à recevoir 150 coups de fouet parce qu'elle était tombée enceinte alors qu'elle n'était pas mariée »*

Comment peut-on parler de nation moderne et progressiste quand on connaît le système politique des émirats : « Chaque émirat est gouverné par un émir dont le pouvoir est héréditaire et absolu. Les sept émirats forment le Conseil suprême, qui constitue la plus haute instance du gouvernement fédéral. Le Conseil procède à l'élection d'un président et d'un vice-président parmi ses membres. » ([http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/asia/Emirats\\_arabes.htm](http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/asia/Emirats_arabes.htm))

**Inutile d'en dire davantage. Si la direction de Paris IV ose écrire de tels mensonges, c'est tout simplement parce qu'elle vient d'installer un campus dans ce charmant pays. Pour Monsieur Pitte, les dollars des émirats valent bien l'abandon de toute honnêteté intellectuelle.**

Les frais de scolarité sont les suivants : 4210 Euros par semestre pour le programme intensif de français et 6315 Euro) par semestre pour le cursus universitaire ! Il est aussi précisé que « Une fois admis, d'autres frais correspondant à des services tels que les transports, l'assurance, les activités étudiantes etc. pourraient être dus. »

## Quand M. Pitte pète les plombs : florilège

Fier de ses idées réactionnaires, M. Pitte se sent investi d'une mission et multiplie les interviews. Pour nous instruire, nous avons par exemple écouté sa récente interview pour Ledebat2007.fr (consultable sur le site Internet : <http://www.debat2007.fr/index.php?id=342>). Voici quelques extraits de la pensée de M. Pitte :

« *les entreprises souffrent énormément du taux élevé de chômage* » : vous pensiez naïvement que les principales victimes du chômage étaient les chômeurs. Détrompez vous : les capitalistes souffrent énormément. Pour preuve, depuis le début des années 80, la part des profits dans la valeur ajoutée n'a fait qu'augmenter de 10 points (au détriment de la part des salaires) pendant que le taux de chômage ne cessait de croître.

« *les polonais font admirablement bien les vendanges* » : et les portugais sont de très bons gardiens d'immeuble, les africaines d'excellentes femmes de ménages, et M. Pitte un excellent président d'université. Chacun est donc à la place où il excelle.

« *tout ce qui est gratuit est méprisé, c'est une loi évidente de l'économie* ». La preuve : Polytechnique, l'ENS, Centrale, sont des écoles méprisées puisque gratuites (et pour certaines d'entre elles les élèves sont même payés).

« *C'est pas la peine de financer des études en littérature pour des gens qui ont eu 8 sur 20 au baccalauréat* » : vouloir étudier la littérature si le retour sur investissement n'est pas garanti est en effet un scandale. Si l'Etat cessait de financer les études de ceux qui ne sont pas faits pour ça et qui persistent à vouloir étudier, il pourrait alléger les impôts des grosses fortunes.

« *Pire, on a des gens qui pratiquent l'escroquerie à la Sécurité sociale, qui prennent une carte d'étudiant. Ça coûte 150 euros, c'est pas très cher, et ils ont la Sécurité sociale pour un an. Voilà, c'est ça le fond du problème* ». Les salauds !

« *Les Français sont hostiles à la réforme* ». C'était avant d'entendre et de lire M. Pitte.

Et en conclusion, M. Pitte nous informe de son lobbying intense ... en direction de l'UNEF : « *Je concentre mes efforts tant que je peux sur les gens du PS et de la mouvance de gauche* » ; « *Il faudrait arriver à convaincre avant l'élection présidentielle, l'UNEF (...) Je m'y emploie (...) je labore durement en ce moment, j'ai rencontré deux fois Bruno Julliard* ». Les grands esprits se rencontrent.